MESSAGES CLÉS SUR LES COUPES DE FINANCEMENTS DE L'AIDE INTERNATIONALE

Version : 24 mars 2025

MdM rappelle les réalisations de l'aide internationale et appelle à un soutien continu

L'aide internationale est une pierre angulaire de la solidarité mondiale, qui a permis de réaliser des progrès remarquables en matière de santé et de garantir les droits humains dans le monde entier. Cependant, les récentes décisions des principaux bailleurs de réduire considérablement leur financement menacent ces acquis durement gagnés. MdM exhorte les dirigeants mondiaux à réaffirmer leur engagement à soutenir l'aide fondée sur les principes humanitaires et à permettre à ce que les programmes continuent à soutenir les populations vulnérabilisées dans le monde entier.

Etat des lieux des coupes de l'aide publique au développement (APD)

Sans action urgente, le secteur pourrait perdre au moins 50 % de ses financements, ce qui mettrait des millions de vies en danger.

Plus d'informations sur les réductions de l'APD par pays [sont disponibles ici](#).

États-Unis

- Le vendredi 24 janvier 2025, le département d'État américain a décrété un gel complet et immédiat de l'ensemble de l'aide américaine à l'étranger, sous réserve d'un examen de 90 jours visant à déterminer son alignement sur les priorités de la politique étrangère des États-Unis. Cette mesure sans précédent a créé une crise immédiate qui affecte l'ensemble du secteur de l'aide, car elle a été annoncée sans avertissement et sans filet de sécurité. Ce contrecoup s'inscrit dans une tendance plus large et à long terme de réduction drastique par les États de leur soutien à l'aide internationale.
- L'administration Trump a décidé de **mettre fin à plus de 90 % des programmes** de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), selon un document judiciaire du 25 février. De nombreux projets, y compris ceux portant sur le VIH et d'autres initiatives essentielles en matière de santé, étaient initialement couverts par des dérogations, mais sont désormais menacés. Il n'est pas certain que ces projets puissent redémarré.
- Le financement de l'USAID (\$ 42 milliards en 2023, 35 milliards en 2024) représentait plus de **40 % de l'aide humanitaire** mondiale en 2024. L'USAID a financé des projets dans 158 pays, fournissant jusqu'à 50 % de l'aide humanitaire dans certains d'entre eux.

Allemagne

- Actuellement, des négociations sont en cours pour former une nouvelle coalition gouvernementale entre les partis SPD et CDU/CSU. Friedrich Merz (CDU), conservateur, sera le chancelier de la future alliance.
- On peut s'attendre à ce que des réductions significatives du financement de l'APD soient maintenues pour 2025. Les fonds ont déjà atteint un niveau historiquement bas en 2024, malgré l'incertitude budgétaire et l'habitude d'imputer les coûts d'accueil des réfugiés en Allemagne à l'APD. Par rapport à 2021, la **réduction du budget pourrait atteindre 60 % en 2025**. L'Allemagne ne respecterait donc pas son engagement de consacrer 0,7 % de son RNB (revenu national brut) à l'APD.

France

- La loi de finances 2025 adoptée en février 2024 entérine une baisse historique de 2,1 milliards d'euros de l'APD de la France, soit une **réduction de 37 %** (contre une baisse moyenne de 10 % dans les autres missions budgétaires).

Belgique

- Une **réduction de 25 %** du budget de l'aide internationale en 2025.

Pays-Bas

- Le gouvernement néerlandais **réduira de 2,4 milliards** d'euros le financement de l'APD d'ici 2027. Le gouvernement n'investira plus dans des programmes sur les droits des femmes, l'égalité des sexes, l'éducation, les sports et la culture, le climat et le soutien aux OSC locales. Les 3,8 milliards d'euros d'APD restants seront consacrés à l'économie et au commerce, à la sécurité et à la stabilité, ainsi qu'aux migrations.

Royaume-Uni :

- L'APD britannique devrait diminuer en raison d'une baisse du PIB et d'une diminution des coûts liés aux réfugiés dans les pays donateurs. Le Premier ministre britannique a annoncé que le Royaume-Uni porterait ses dépenses de défense à 2,6 % du PIB en 2027, ce qui serait financé par une réduction de l'APD de 0,5 % du revenu national brut (RNB) à 0,3 % en 2027. D'autres réductions seront mises en œuvre à partir de 2026.

Suisse

- Le Parlement suisse a approuvé une **réduction de 118 millions d'euros** de la coopération internationale pour 2025 (**7,2 %**), et d'au moins 342 millions d'euros supplémentaires entre 2026 et 2028. Ces réductions mettront fin à trois programmes de développement (Albanie, Bangladesh, Zambie) d'ici 2028 et arrêteront les contributions au Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et à l'ONUSIDA à partir de 2025.

Italie

- Par rapport à l'engagement que l'Italie, comme d'autres pays donateurs, a pris d'allouer au moins 0,70 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD), les dernières données de l'OCDE indiquent une baisse du ratio atteint par l'Italie, ratio de 0,27 % 2023. Pour atteindre l'objectif escompté, l'Italie devrait donc plus que doubler ses allocations au cours des cinq prochaines années.
- Dans la loi de finances pour 2025, le gouvernement italien a affaibli la politique de coopération internationale au développement avec une **réduction de 115,3 millions d'euros (-9,59%)** du budget disponible pour le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI) et une réduction de 32 millions d'euros pour l'Agence pour la coopération au développement (AICS) par rapport à la loi de finances précédente.

Union européenne

- Aucune information sur les réductions de financement n'est disponible pour l'instant. Cadre financier pluriannuel actuel de 2021 à 2027. Négociations en cours pour le CFP post-2027.

L'impact de l'aide internationale : Un bilan de réussites

Renforcer la santé mondiale

La santé est un droit fondamental et un **élément clé du développement durable**. À l'heure de la mondialisation, les maladies traversent les frontières, ce qui rend la coopération internationale essentielle. Des pandémies comme celle du COVID-19 mettent en évidence la nécessité de **systèmes de santé solides** et d'un **accès équitable aux ressources**. La collaboration au sein de l'OMS, la recherche transfrontalière et la distribution équitable des vaccins permettent de remédier aux disparités en matière de santé, ce qui profite à toutes les nations grâce à la stabilité et à la croissance économique.

Grâce au financement international, le monde a fait des **progrès considérables** dans la lutte contre les maladies infectieuses, l'amélioration de la santé reproductive et le renforcement des systèmes de santé. Voici quelques exemples :

- **L'espérance de vie a augmenté** de plus de 6 ans entre 2000 et 2019 dans le monde.¹
- La **quasi-éradication de la polio** et de la **variole**.
- L'amélioration de **l'accès aux programmes de traitement et de prévention du VIH**, ce qui permet de **sauver des millions de vies**. En 2023, environ 40 millions

¹ <https://www.who.int/data/gho/data/themes/mortality-and-global-health-estimates/ghe-life-expectancy-and-healthy-life-expectancy>

de personnes dans le monde vivaient encore avec le VIH, et 630 000 personnes sont mortes de maladies liées au sida en 2023. Cependant, les nouvelles infections par le VIH ont été réduites de 60 % depuis le pic de 1995. En 2023, 1,3 million de personnes ont été nouvellement infectées par le VIH, contre 3,3 millions en 1995.²

- Au niveau mondial, le **taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans** a diminué de 60 %, passant de 93 décès pour 1 000 naissances en 1990 à 37 en 2022.³
- La **mortalité maternelle a considérablement diminué**, le taux de mortalité maternelle mondial baissant de 34 % entre 2000 et 2020, en grande partie grâce au développement des Droits et santé sexuelle et reproductive (DSSR). L'Asie centrale et l'Asie du Sud ont connu les baisses les plus rapides, tandis qu'un meilleur accès aux services de santé sexuelle et reproductive et la réduction des grossesses non intentionnelles ont également contribué à l'amélioration de la santé maternelle dans le monde.

La contribution de MdM à la santé mondiale

1. Droits et Santé sexuelle et reproductive (DSSR)

Les efforts conjoints en matière de prévention et de traitement du VIH ont permis de sauver d'innombrables vies, en soutenant les cliniques avec des médicaments et des soins essentiels. Des programmes comme le PEPFAR ont renforcé les systèmes de santé dans plus de 50 pays, réduisant la transmission du VIH et améliorant les taux de survie.

Au fil des ans, MdM et ses partenaires ont élargi l'accès à la contraception et renforcé les droits sexuels et reproductifs. Ces efforts ont conduit à des progrès législatifs significatifs, plus de 60 pays ayant libéralisé leurs lois sur l'avortement au cours des 30 dernières années.

Réalisations en cours dans le cadre des programmes de MdM :

En 2023, environ 30 % de l'ensemble des programmes de MdM sont axés sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Les actions DSSR comprennent la prise en charge physique et psychologique des violences liées au genre et de la santé et des droits sexuels et reproductifs, ainsi que la mobilisation sociale contre la violence et la promotion des droits liés au genre.

Avec d'autres partenaires, Médecins du Monde Canada, Suisse, France et Espagne mettent en œuvre le projet RESPECT, lancé en 2021, pour promouvoir les droits à la santé des personnes vulnérabilisées et marginalisées, en particulier les filles et les jeunes femmes âgées de 10 à 24 ans au Burkina Faso, au Bénin et en Haïti. Sur cinq ans, le projet vise à atteindre 846 000 personnes, dont 510 700 filles et femmes, estimant que les jeunes

² <https://www.unaids.org/en/resources/fact-sheet>

³ <https://data.unicef.org/topic/child-survival/under-five-mortality/>

sont des acteurs et actrices de changement clés pour l'adoption de nouveaux comportements en matière de santé.

Par exemple, le projet DEVENIR a été lancé au Niger. Cette initiative d'une durée de cinq ans, menée par MdM BE et MdM CA et l'ONG canadienne SOCODEVI, vise à contribuer au développement socio-économique du Niger en réduisant les inégalités de genre ayant un impact sur les droits, la santé et l'autonomisation économique de 30 000 femmes et adolescentes à Niamey et Agadez.

2. Interventions en cas de crise et réponses aux situations d'urgence

L'aide humanitaire reste essentielle pour faire face aux crises mondiales, en aidant des millions de personnes touchées par les conflits, les déplacements de population et les catastrophes naturelles. Les besoins humanitaires augmentent. MdM et d'autres organisations de solidarité internationale continuent à :

- Fournir des soins de santé primaires, des services de santé mentale et des services de santé sexuelle et reproductive dans les zones de crise.
- Fournir de l'eau potable, des installations sanitaires et des équipements médicaux essentiels dans les régions affectées par des crises humanitaires aiguës.
- Offrir un soutien essentiel dans plus de 50 zones de conflits actifs, où près de 305 millions de personnes devraient avoir besoin d'une aide humanitaire d'urgence en 2025.

Réalisations en cours dans le cadre des programmes de MdM :

- Dans le nord-ouest de la Syrie, les 17 centres de santé de MdM continuent de fournir des soins médicaux vitaux malgré les crises en cours.
- Au Sud-Kivu, en RDC, nos projets soutiennent plus de 600 000 personnes, dont des femmes et des enfants, grâce à des services de santé maternelle, de nutrition et de protection.
- Dans le nord du Mali, MdM a assuré des soins d'urgence à 12 400 personnes, dont 9 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, dans un contexte de conflit permanent.

3. Promouvoir la réduction des risques et la prévention des maladies

Le financement international a joué un rôle essentiel dans la réduction des risques et la prévention des maladies infectieuses. Les principales réalisations sont les suivantes :

- Des programmes efficaces de lutte contre la tuberculose (TB), réduisant les taux de mortalité dus à la TB dans le monde entier.

- La poursuite des initiatives de réduction des risques afin d'atténuer les risques liés à la consommation de drogues et aux pratiques dangereuses.
- Renforcer les mécanismes de surveillance et de réponse au niveau mondial afin de prévenir de futures pandémies.

Réalisations en cours dans le cadre des programmes de MdM :

- **Recherche et innovation** : En Arménie, en Géorgie et en Tanzanie, un programme commun de recherche innovante vise à faciliter l'accès au dépistage et au traitement de l'HEP-C, à fournir de nouveaux types de seringues et à introduire des traitements antirétroviraux à longue durée d'action pour les personnes qui s'injectent des drogues.
- **Mise en œuvre directe** : Au Myanmar, MdM fournit des services complets de réduction des risques (OAT, seringues et traitement VIH) dans 3 cliniques de la région de Kachin à environ 2000 bénéficiaires par an depuis plus de 20 ans.
- **Appui technique** : En Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin, MdM apporte un soutien technique aux ministères de la santé locaux dans leurs politiques d'amélioration et de mise en œuvre des réformes de réduction des risques. En Tanzanie, développement de l'assistance technique pour développer les services d'OAT au Burundi et au Rwanda.
- **Les stimulants** : En Irak, MdM a ouvert en 2025 un centre communautaire pour les consommateurs de drogues non injectables, avec des services complets de santé mentale et soutien psychosocial axés sur les consommateurs d'amphétamines (crystal meth, Captagon).
- **Renforcement des capacités** : En Afghanistan, MdM a renforcé les capacités de son partenaire local Bridge dans la mise en œuvre et la gestion d'un centre de d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques à Kaboul pour les usagers de drogues injectables.

Les conséquences d'un financement réduit : Un risque fort pour la santé mondiale et les efforts humanitaires

Alors que l'aide internationale a permis d'accomplir des progrès indéniables, les coupes budgétaires menacent d'annuler des décennies d'avancées. Les principaux risques sont les suivants :

- **Interruptions de traitement du VIH** : Des ruptures dans la chaîne d'approvisionnement ont empêché des cliniques en Ouganda et en Haïti de fournir des thérapies antirétrovirales essentielles, mettant en danger des millions de personnes. L'arrêt du financement de l'agence PEPFAR a entraîné des fermetures de cliniques et des licenciements de personnel dans 50 pays, mettant en péril les efforts de prévention du VIH.
- **Détérioration des services de santé reproductive** : Les réductions de financement ont déjà privé 2,3 millions de femmes et de jeunes filles de l'accès aux

soins contraceptifs. Rien que dans les 90 premiers jours de la réduction du financement américain, 11,7 millions de personnes sont touchées, ce qui entraînera environ 4,2 millions de grossesses non désirées et 8 340 décès maternels.

- **Risque accru d'épidémies de maladies infectieuses** : Les coupes dans les programmes de l'OMS et les initiatives de traitement de la tuberculose menacent les efforts de lutte contre les maladies au niveau mondial.
- **Des besoins humanitaires croissants et des ressources en baisse** : Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire a plus que doublé au cours des cinq dernières années et, rien qu'en 2022, il a augmenté d'un tiers pour atteindre environ 406,6 millions de personnes. En novembre 2023, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a estimé que l'écart entre les besoins financiers de son "global humanitarian overview" et les ressources s'élevait à 41 milliards de dollars américains.⁴
- **Recul de l'accès à l'avortement médicalisé et aux DSSR** : au-delà des coupes budgétaires, les États-Unis se sont retirés de l'OMS, ont rétabli la règle « global gag rule » et ont lancé une campagne contre l'avortement. Ces reculs politiques restreignent fortement les droits sexuels et reproductifs, démantèlent les initiatives en faveur de l'égalité des sexes et politisent l'aide humanitaire, sapant ainsi des décennies de progrès. [Pour plus d'informations, cliquez ici.](#)
- **Impact sur la réduction des risques dans le monde entier** : les coupes budgétaires ont un impact dévastateur sur les services de réduction des risques. Elles ont entraîné la fin de programmes essentiels, de soins de santé et de soutien aux personnes usagères de drogues. Ces coupes menacent les efforts mondiaux de santé publique, augmentent les décès par overdose et sapent la lutte contre le VIH, le l'HEP-C et la tuberculose : [cliquez ici pour accéder à la déclaration commune des ONGI lors de la CND 2025.](#) Par exemple, l'interruption du traitement par agonistes opioïdes (OAT) est une menace directe pour la vie, et son interruption a déjà entraîné des décès par overdose. Pour les femmes enceintes, le retrait soudain de l'OAT peut entraîner des fausses-couches.

Impact sur la société civile et les actions humanitaires

L'impact des réductions du financement global de l'aide humanitaire et le déclin de l'aide internationale globale **déstabilisent** complètement **le système humanitaire et de coopération international**, y compris les initiatives de la société civile locale et les infrastructures nationales qui dépendaient du soutien et des partenariats internationaux. Certaines organisations sont maintenant confrontées à la possibilité de fermer

⁴ https://www.orfonline.org/research/the-growing-gaps-in-global-humanitarian-challenges?utm_source=chatgpt.com

complètement, causant l'arrêt d'infrastructures essentielles et des services vitaux. Mdm a déjà été contraint de mettre fin à plusieurs programmes en raison de la réduction des financements de l'USAID. Étant donné qu'environ 50 % de nos activités sont financées par des fonds publics, la cascade actuelle de réductions de financement aura un impact important sur notre capacité à améliorer l'accès aux soins de santé pour tous. Plusieurs institutions des Nations unies sont également confrontées à des réductions substantielles de leur financement. Elles sont essentielles pour la santé mondiale et jouent un rôle crucial dans la lutte contre les maladies ainsi que dans la coordination et la mise en œuvre de programmes de développement et d'aide humanitaire.

En outre, la réduction du financement augmente le **risque d'une aide internationale politisée et d'un rétrécissement de l'espace pour la société civile en tant que telle**, où le soutien peut être orienté en fonction d'agendas politiques plutôt que de besoins humanitaires. Cela pourrait conduire à l'exclusion d'initiatives cruciales, notamment celles axées sur la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI), alors que de nombreuses études réalisées ces dernières années montrent l'importance de l'inclusion pour la paix. Dans ce contexte, le rôle des acteurs humanitaires indépendants devient encore plus vital, en veillant à ce que l'aide parvienne aux populations vulnérables sans parti pris politique et que les droits humains fondamentaux restent au centre des efforts de l'aide internationale.

Impact des coupes de l'USAID sur les programmes de Mdm

Au sein de son réseau international, Médecins du Monde s'efforce de diversifier au maximum ses sources de financement afin de limiter la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds et de renforcer la résilience. Cependant, certains de nos projets dans le monde sont encore directement affectés par la suspension soudaine de l'USAID, notamment en Syrie, en RDC, au Mali, en Colombie, à Madagascar, au Nigéria, au Myanmar, en Turquie, au Mexique et aux États-Unis. A titre d'exemple :

- **Dans le nord-ouest de la Syrie**, particulièrement touché par le récent changement de pouvoir, 12 de nos 17 centres de santé ont été contraints de cesser leurs activités. Par conséquent, pour chaque mois de gel du financement américain, 9 000 patients seront privés des soins dont ils ont besoin. Notre personnel est également directement touché, puisque nous avons été contraints de suspendre les contrats de 200 employés, en raison du manque de financement.
- **Au Sud-Kivu, en RDC**, plus de 600 000 personnes, dont des femmes et des enfants, dépendent de notre projet financé par les États-Unis pour accéder aux services de santé essentiels, notamment les soins maternels, la nutrition, l'eau potable, l'assainissement et la protection. Cette région, déjà affaiblie par l'afflux de 200 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et confrontée à une aggravation de la sécurité et de la situation humanitaire en raison de la crise du M23, est gravement touchée par le gel de l'aide américaine.

- **Dans le nord du Mali**, qui est confronté à une crise humanitaire complexe en raison du conflit et de l'instabilité persistants, la suspension des activités de notre projet pendant 90 jours aurait pour conséquence qu'environ 12 400 personnes vulnérables, dont 9 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, ne recevraient pas de soins d'urgence.

Un appel à l'action : Les gouvernements doivent respecter leurs engagements

MdM exhorte tous les États à garantir la poursuite des programmes d'aide internationale. Nous appelons les dirigeants du monde à :

- **Protéger la santé mondiale** en maintenant le financement des programmes et institutions de santé essentiels.
- **Prévenir les décès inutiles** en assurant la continuité des efforts humanitaires visant à sauver des vies.
- **Soutenir les populations marginalisées et vulnérables, en** veillant à ce qu'elles ne soient pas laissées pour compte.
- **Soutenir le secteur humanitaire, en** évitant la fermeture de programmes essentiels et la perte d'infrastructures vitales.
- **Respecter les principes humanitaires, en** veillant à ce que l'aide soit basée sur les besoins plutôt que sur des agendas politiques.
- **Construire un système d'aide plus résistant, en** tirant les leçons de cette crise pour renforcer les réponses futures.

Ensemble, nous devons agir maintenant

La santé est un droit fondamental et un système d'aide internationale bien soutenu est essentiel au maintien de la dignité, de la paix et de la stabilité dans le monde. Les réalisations de la solidarité mondiale ne doivent pas être anéanties par des décisions politiques à court terme. Le moment est venu pour les dirigeants de réaffirmer leur engagement envers les principes humanitaires et de veiller à ce que les programmes essentiels continuent de servir ceux qui en ont besoin.